

---

## **RAPPORT MORAL DU PRESIDENT OSCAR BERLANDA**

**AG ERPA - 10 FEVRIER 2017 - BRUXELLES**

---

Bonjour Mesdames et Messieurs,  
et Bienvenus à Bruxelles,

ERPA a 10 ans cette année. Que peut-on dire de cette association née par hasard ?

Lors de nos premières Assemblées générales, on faisait un résumé de nos activités effectuées et en cours, et en peu de temps tout était dit. Aujourd'hui, pour tout dire sur notre association, une journée entière ne serait pas suffisante.

ERPA est maintenant une voix écoutée et respectée. Toutes nos activités sont importantes et nécessaires dans le cadre des réglementations qui sont en train de se faire à Bruxelles. Mais cela demande beaucoup de travail, ce qui n'est pas simple pour une petite association comme ERPA. Petite mais ambitieuse, et nous attendons avec confiance l'adhésion de nouveaux membres qui, nous sommes sûrs, ne manqueront pas.

Il me semble que nous avons fait beaucoup de travail en organisant des rencontres avec la Commission européenne et en participant à ses réunions, et en travaillant également avec des Parlementaires européens. Nous avons finalement réussi à présenter la filière avicole rurale dans tous ses différents aspects, en rappelant les traditions, mais également la professionnalité des opérateurs du secteur. ERPA est une voix très importante pour représenter cette aviculture rurale, certes en crise et en train de souffrir, mais qui constitue un pan important de l'économie agricole et familiale en Europe.

Même si à Bruxelles personne ne veut en parler, l'Europe fonctionne avec 2 niveaux économiques : industrie et petites productions, dans tous les domaines, dans l'agriculture comme dans l'artisanat. L'aviculture rurale peut être considérée comme le secteur artisan de l'aviculture. Comme le petit ébéniste qui n'a pas une production en série et qui produit des meubles sur mesure, et qui donne la garantie d'une meilleure qualité de produits, ainsi sont nos éleveurs : ils produisent un poulet qui, autrement, ne se trouverait pas dans le commerce.

Pour les préserver, quand les nouvelles réglementations sont mises en place, il faut tenir compte aussi de ces petites réalités et de leurs spécificités. Comme nous le savons, l'élevage rural se divise entre celui que nous appelons « organisé » (Label Rouge, biologique) et celui qui est pratiqué par des petits producteurs indépendants qui détiennent une grande partie de la production en Europe, et qui élèvent les animaux avec la finalité de les vendre aux consommateurs vivants ou abattus à leur ferme.

Aujourd'hui, cette partie des producteurs a beaucoup de soucis, avec de sérieuses difficultés à s'aligner à certaines normes et réglementations car celles-ci sont établies sur l'expérience de l'industrie et s'adaptent mal à la réalité de ces petits producteurs, par exemple concernant la traçabilité ou les réglementations des abattoirs. Il est absolument nécessaire d'avoir des réglementations claires, simples et flexibles pour cette partie de l'aviculture, il n'est pas possible que, pour vendre 10 poules à un particulier, on doive avoir la même documentation qu'un grand abattoir de 100.000 animaux.

Nous sommes en train d'assister à la préparation de ce que l'on peut appeler l'enterrement de l'aviculture rurale ; les grandes filières essaient discrètement, petit à petit, de prendre notre place. Par exemple on parle beaucoup en ce moment de la filière foie gras en France : les gros producteurs sont en train de

transférer leur production dans les pays de l'Est, et pendant ce temps les petits et moyens producteurs français voient leurs activités arrêtées et vont disparaître.

Concernant les productions biologiques : les discussions sur une nouvelle réglementation montrent des évolutions qui pourraient les déstabiliser :

- auparavant un poulet biologique devait avoir 91 jours, après 81, et maintenant il y a des demandes à moins, certains produisant déjà à 56 jours et disant qu'il suffit qu'un poulet soit nourri avec un aliment biologique pour être biologique,
- concernant la croissance des poulets, il existe actuellement en Europe des grandes différences entre les Etats-membres : certains pays ont accepté des croissances rapides à 45 grammes ou 50 grammes/jour, en justifiant que dans leur territoire national des souches à croissance lente ne sont pas disponibles. ERPA souligne que des volailles à croissance lente sont disponibles pour toute l'Europe, et demande une homogénéisation de ce critère avec une croissance de 35 grammes par jour maximum.

Désormais nous vivons dans un monde de papier, tout est basé sur le papier, les organismes de contrôle se contentent du papier, et à part dans quelques filières organisées, peu de gens contrôlent les produits et leur qualité. Dans le cadre des évolutions à venir des normes de commercialisation, ERPA demande plus de contrôle réel des modes d'élevage, pour apporter des garanties aux consommateurs et assurer aux producteurs une application homogène et sans distorsion de la réglementation en Europe.

Je remercie les représentants de la Commission européenne présents aujourd'hui, nous comptons sur eux, leur écoute et leur prise en compte des problématiques des productions rurales que nous représentons.

Je conclus malheureusement avec une note douloureuse : le motif principal pour lequel notre association est née, a été la nécessité de faire front commun vis-à-vis des problèmes qui sont arrivés avec la première crise de grippe aviaire. Aujourd'hui nous sommes tous réunis pour discuter du même problème, dans une situation très difficile dans certains pays. J'ai confiance en la bonne volonté de tout le monde pour arriver à résoudre ce problème si important, et je suis sûr que, pour ce qui nous concerne, nous serons toujours présents avec nos capacités et nos expériences.

Je remercie comme d'habitude notre Secrétaire Générale Marie et son secrétariat, le Synalaf et particulièrement son président Eric Cachan qui nous soutient toujours.

Je ne peux oublier dans les remerciements tous les autres « mousquetaires » qui nous ont accompagné dans notre chemin et qui étaient à Toulouse avec nous lors de la création d'ERPA : Louis Perrault, Franck de Pierpont, Patrick Mille, et toujours Agnès Laszczyk. Je m'excuse si j'ai oublié quelqu'un mais il faut savoir que vous tous, vous avez une place à ERPA et vous êtes aussi tous autant nécessaires et présents.

Merci à tous, bon travail et bonne Assemblée générale.

Oscar BERLANDA, Président

---

*PRESIDENT OSCAR BERLANDA'S MORAL REPORT*

*GA of ERPA – 10th February 2017 – Brussels*

---

Good morning ladies and gentlemen  
and welcome to Brussels,

ERPA is 10 years old this year. What can we say about this association born by chance?

At our first General Assemblies, we summarized our activities, carried out and in progress, and in a short time everything was said. Today, to say everything about our association, a whole day would not be enough.

ERPA is now a well listened and respected voice. All our activities are important and necessary within the framework of the regulations that are being discussed in Brussels. But it takes a lot of work, which is not easy for a small association like ERPA. Small but ambitious. And we look forward new members who, we are sure, will not fail.

It seems to me that we have done a lot of work in organizing meetings with the European Commission and in participating in these meetings, and also in working with European Parliamentarians. We finally succeeded in presenting the rural poultry sector in all its different aspects, recalling the traditions, but also the professionalism of the sector's operators. ERPA is a very important voice to represent this rural poultry production, which is certainly in crisis and suffering, but which is an important part of the family and agricultural economy in Europe.

Even if no one wants to talk about it in Brussels, Europe operates with two economic levels: industry and small-scale production, in all fields, in agriculture and but also in crafts. Rural poultry can be considered as the artisanal poultry sector. Like the small cabinetmaker who does not have mass production and produces tailor-made furniture, and guaranteeing a better quality of products, so are our breeders: they produce a chicken that could not be found in commerce otherwise.

To preserve them, when the new regulations are put in place, we must also take into account these realities and specificities. As we know, rural livestock is divided between the one we call "organized productions" (Label Rouge, organic) and the one which is practiced by small independent producers who own a large part of the production in Europe, and raise animals with the purpose of selling them to consumers living or slaughtered on their farm.

Today, this part of the producers has many concerns, with serious difficulties concerning certain regulations, because they are based on the experience of the industry and not well adapted to the reality of these small producers. For example concerning the traceability or regulation for slaughterhouses. It is absolutely necessary to have clear, simple and flexible regulations for this part of poultry farming. It is not possible that, in order to sell 10 hens to an individual, the same documentation is required that for a large slaughterhouse which produces 100.000 animals.

We are the witnesses of the preparation of what may be called the burial of rural poultry. The great sectors are trying discretely, little by little, to take our place. For example we talk a lot about the "foie gras" sector in France: large producers are transferring their production to countries of Eastern Europe, and meanwhile small and medium-sized French producer's activities are stopping and disappearing.

Concerning organic productions: discussions on a new regulation show changes that could destabilize them:

- previously, an organic chicken had to be raised in 91 days, then 81, and now some countries ask for less than that, some of them are already producing a 56 days old chicken pretending that a chicken only need to be fed with organic food to be considered as organic,
- concerning chicken growth, there is currently major differences between Member States in Europe: some countries have accepted rapid growth rates of 45 grams or 50 grams/day, justifying that in their national territory slow-growing strains are not available. ERPA points out that slow-growing poultry are available for the whole Europe and calls for the homogenization of this criterion with a growth rate of 35 grams per day maximum.

Now we live in a world of paper, everything is based on paper, control bodies are content with paper and apart from a few organized sectors, few people control the products and their quality. In the context of future changes in marketing standards, ERPA is calling for more effective control of livestock farming methods, in order to provide guarantees for consumers and to ensure producers a uniform and undistorted application of the rules in Europe.

I thank the representatives of the European Commission who are present today, we count on them, their attention and their consideration of the problems of the rural productions that we represent.

I conclude, unfortunately, with a painful note: the main reason for which our association was born was the need to make a common front with regard to the problems that have arisen with the first Avian influenza crisis. Today we are all meeting to discuss the same problem, with a very difficult situation in some countries. I am confident in the willingness of everyone to come to terms with this very important problem, and I am sure that as far as we are concerned, we will always be present thanks to our abilities and our experiences.

I thank as usual our General Secretary Marie Guyot and her secretariat, the Synalaf and especially its President Eric Cachan who always supports us.

I can't forget in my thanks all the other "musketeers" who accompanied us on our journey and who were in Toulouse with us during the creation of ERPA: Louis Perrault, Franck de Pierpont, Patrick Mille, and always Agnès Laszczyk. I apologize if I forgot somebody but you must know that you all have a place in ERPA and you are also all as necessary and present.

Thank you all, good work and good General Assembly.

Oscar BERLANDA, President